

Vu de l'intérieur

ENTRETIEN AVEC CHRISTIAN HARBULOT

Que se passe-t-il dans un groupe tenté par le terrorisme lorsqu'il cherche à inventer des façons de se faire entendre et d'exister sur la scène publique. Comment ses actes sont-ils conçus, interprétés, transmis ? Nous avons posé ces questions à Christian Harbulot, qui fut un temps accusé d'être un des animateurs de la mouvance dure issue de l'appareil militaire de la Gauche Prolétarienne, et représentant l'ultime sursaut radical du mouvement maoïste en France entre 1974 et 1977.

Replaçons-nous dans le contexte. Lorsqu'en 1974 se créent les cercles de militants qui vont donner naissance aux Noyaux armés pour l'Autonomie Populaire, les perspectives qui s'ouvrent à eux ne sont pas très claires. Les textes qui ont présidé à la dissolution de la Gauche Prolétarienne n'indiquent pas précisément quel chemin suivre : ils n'excluent pas l'action violente – voire « militaire » pour utiliser le vocabulaire du temps –, sans en indiquer exactement les contours. Au même moment, en Italie, se développe une campagne de terrorisme dur. Les actions des maoïstes français sont d'un autre ordre, moins violentes. Toujours, dotées d'une charge symbolique, elles sont diverses : agression contre un responsable de la CGT dans un atelier de Renault, pillage de l'épicerie de luxe Fauchon à Paris, campagne de presse contre le notaire de Bruay-en-Artois accusé (à tort) de la mort d'une jeune fille, sabotage d'un voilier lors de la campagne dite « de l'été chaud ». La plus violente est l'assassinat, en 1977, de Jean-Antoine Trameni, vigile aux usines Renault, responsable de la mort, le 25 février 1972, du militant de la Gauche Prolétarienne à Billancourt Pierre Overney... Chaque action est

Sympathisants
vendant *La
Cause du
Peuple* lors
d'une réunion
du mouvement
maoïste à
Paris.

© Roger-Viollet.

justifiée dans les feuilles maoïstes comme La Cause du peuple, mais aussi racontée par la presse « amie », dont Libération et son agence de presse, ou encore relatée, et en général condamnée, par les hebdomadaires comme Le Nouvel Observateur et par les quotidiens populaires tels France-Soir. Comment interpréter cet ensemble d'actes et de textes ? Comme une tentative pour exister en dehors des grands appareils politiques construits ? Comme une manipulation des médias ? Ou faut-il lire dans ces actes spectaculaires une stratégie révolutionnaire nouvelle pour utiliser les ressources d'une société de communication qui ne ressemble plus guère, certains militants s'en rendent compte, au monde décrit par les textes fondateurs du mouvement communiste ?

CAHIERS DE MÉDIOLOGIE : Pourquoi, dans la France du milieu des années 1970, des maoïstes continuent-ils à prôner le recours à l'action violente ?

Chrisian Harbulot : Ce qui pesait le plus à ce groupe lors de leur constitution, c'était l'idée qu'il n'arrivait pas à faire passer ses messages. Composé en partie par de jeunes maos écoeurés par une dissolution du genre « je saute du train en marche », ils conservèrent les réflexes de leurs aînés. Cette dernière frange ouvrière de l'ex GP avait le sentiment de ne pas réussir à entrer en contact avec ceux à qui elle voulait continuer à s'adresser. Renault était encore une citadelle, tenue fermement par le PC et la CGT. Selon eux, seules des actions violentes spectaculaires semblaient capables de forcer ce blocus et de montrer que le groupe existait. Il fallait imaginer des actions de contournement pour prendre contact avec les ouvriers dans des espaces moins contrôlés, par exemple dans le métro ou les foyers Sonacotra. D'où aussi l'idée de s'adresser de façon privilégiée aux ouvriers immigrés. Puisque les médias syndicalistes leur étaient fermés, ils pensaient contourner l'obstacle en utilisant la presse grand public. *France-Soir* ou le *Parisien Libéré* se faisaient volontiers l'écho d'actions qu'ils présentaient comme des faits divers. C'était important car ils mettaient en scène une sorte d'insécurité permanente. C'est ce mécanisme-là que les *veuves maos*, comme on les appelait à l'époque dans les milieux gauchistes, ont voulu reproduire par la suite. Ils se souvenaient qu'après 1968, ni l'État, ni la police, ni les syndicats n'avaient réussi à faire taire ce type d'expression. Même *Le Monde* avait, durant ces années précédant l'émergence de ces groupes, une rubrique quotidienne intitulée « Agitation ». Par ailleurs, pour donner un sens aux incidents pro-

voqués ici et là, la Gauche Prolétarienne avait très habilement joué sur l'interdiction de son journal, *La Cause du Peuple* par le Ministre de l'Intérieur de l'époque. Jouer sur le droit à la liberté d'expression avait été une arme très efficace. La recette n'avait pas été perdue.

Elle se consolida au fil des années. Une action violente réussie, c'était d'abord la mesure de son impact médiatique. Si mai 68 avait fait émerger les notions de spontanéité et de liberté d'expression, les groupes maoïstes croyaient plutôt à une propagande construite, avec des actions décidées en fonction de leur impact en termes de communication. On peut même parler d'acte fondateur quand, en 1969, plusieurs dizaines de militants ont voulu rejoindre, dans l'usine de Flins, un groupe d'ouvriers sympathisants. Ils étaient décidés à affronter les forces de l'ordre. La police, prévenue, n'a pas réussi à les empêcher d'atteindre l'usine. Des bagarres ont eu lieu. Un jeune militant, Gilles Tautin, est mort noyé dans la Seine, lors de ces accrochages. Ce n'était pas une victoire sur le terrain, mais les maoïstes avaient réussi, au moins symboliquement, à « opérer une jonction » avec les ouvriers de Flins.

Les médias grand public avaient, à notre égard des attitudes diverses. Il ne fallait pas attendre grand chose de la télévision, même si c'était l'époque Chaban Delmas et si l'ORTF, avec Étienne Mougeotte à la direction de l'information et Philippe Gildas au Journal télévisé, avait une façon un peu plus ouverte de traiter ces questions. A gauche, *Le Nouvel Observateur* parlait fréquemment des actions des maoïstes mais était loin de leur être favorable et même les critiquait parfois avec véhémence. *Le Monde*, dans sa rubrique « Agitation », relayait l'événement, souvent sans émettre de jugement. La presse populaire, qui pour une grande part appartenait au groupe Amaury, dénonçait systématiquement les *campagnes d'action des casseurs*, mais, ce faisant, jouait le rôle de caisse de résonance. Par effet miroir, ce suivisme médiatique donnait souvent l'envie d'en rajouter. C'est un phénomène qu'on a retrouvé en Allemagne où la presse Springer, pour vendre du papier, a souvent servi l'action violente, d'une façon que je qualifierais d'opportuniste et hypocrite. Il y a avait dans cette grande presse populaire à la fois le culte de l'actualité, une sorte de « culture Lazareff » qui se serait dévoyée, et un goût pour ce qui sort de l'ordinaire, pour la transgression, une sorte de fascination pour la violence.

Il y eut une sorte d'apprentissage de l'utilisation des médias. Par exemple, dans la manière d'utiliser la photographie. Après un coup de grisou dans les mines de Lievin, une opération avait été décidée : il s'agissait d'entrer dans l'appartement d'un ingénieur, alors directeur des Charbonnages de France,

de le frapper, de l'entraver, de le prendre en photo et d'envoyer le cliché aux journaux. Cela s'inscrivait dans la ligne des actions maoïstes « il faut corriger les responsables ». En fait les gens qui sont entrés chez lui se sont rendu compte que c'était quelqu'un de plutôt humaniste, qui avait un livre de Maurice Clavel sur sa table de nuit, et qui ne correspondait pas du tout à la caricature de capitaliste qu'ils étaient venus chercher. Ils l'ont frappé plutôt symboliquement, l'ont ligoté sur un lit, et l'ont pris en photo. La photo a été remise à quelqu'un qui gravitait dans la périphérie du journal *Libération*, et, par ce biais, est arrivée jusqu'à *France Soir*. L'étonnant c'est que *France Soir* n'a pas hésité à publier cette photo à la une. Les auteurs de l'action ne s'attendaient pas à une telle publicité. Avec le recul du temps, on peut dire que le coup avait été préparé comme un scoop journalistique, lors d'un moment d'actualité creuse.

La presse militante, y compris certaines revues théoriques, joua un rôle important dans la construction des actions de communication. L'ensemble était en fait très pensé, très organisé. Il ne faut pas sous-estimer le rôle, conscient ou inconscient, des intellectuels dans l'élaboration de cette stratégie de communication. Pensez par exemple au numéro spécial des *Temps modernes* titré « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie », rédigé en partie par André Glücksmann. Il eut un très fort retentissement dans les mouvances émergentes de la Fraction Armée Rouge allemande et des Brigades rouges italiennes. C'est du moins ce que certains de leurs membres déclarèrent par la suite. En Italie, les Brigades Rouges, qui, à leur début, étaient des groupes très petits, sans résonance nationale, centrés sur quelques entreprises comme Siemens à Milan, ont bénéficié du soutien de la revue *Contro Informazione*, de Toni Negri. L'idée des fondateurs de cette revue était de désigner les failles du système, de faire des enquêtes complètes, de donner des informations factuelles et de faire déboucher ce travail d'investigation sur des sanctions (par exemple, les *jambisations*, coups de feu tirés dans les jambes de responsables économiques dénoncés comme des fascistes) mais aussi sur de la propagande et le recrutement de militants potentiels ou de sympathisants.

En France, les actions ont été moins violentes. C'est dans l'affaire de Bruay-en-Artois que la Gauche Prolétarienne a poussé à l'extrême cette logique de communication. Une jeune fille de famille ouvrière avait été violée et assassinée, et le notaire de l'endroit – déclaré innocent par la justice – a été désigné du doigt comme coupable. Convergea alors sur cette petite ville du nord une meute de journalistes qui campaient sur place, un noyau d'activistes qui servait de relais avec le juge d'instruction, un juge militant... L'agence de presse

de *Libération* est née dans ce contexte. Sa fonction devait être de fournir à la grande presse une « autre » information, textes et photos. En fait, quand on relit les « unes » de *La Cause du Peuple* de cette époque là, on a plutôt honte... C'était des brûlots. On les collait sur des murs, comme des affiches... Je me souviens de l'une d'elles : « La guillotine, oui, mais pour Touvier »...

Y avait-il une évaluation de l'efficacité de ces opérations en termes politiques ?

C'était une des caractéristiques de la Gauche Prolétarienne : y régnaient certes la propagande et l'endoctrinement, mais on savait y faire preuve d'un certain réalisme sur l'efficacité des actions. On ne passait pas son temps à s'inventer des bilans de victoire. Le journal *La Cause du Peuple* servait de révélateur aux crises de l'organisation. Régulièrement, des militants de province débarquaient à Paris et disaient « ça ne va pas ! » D'où les versions successives de *La Cause du Peuple*, *La Cause du Peuple-J'accuse*, puis la scission entre les deux. Par ailleurs il y avait les *Cahiers de la GP*, remplacés, après l'interdiction, par les *Cahiers prolétariens*. Ce contexte de crise permanente a eu d'autres conséquences en termes de communication : une sorte de fuite en avant. L'action qui échouait était immédiatement relayée par une nouvelle campagne d'action qui entretenait une sorte d'euphorie militante.

Le phénomène est bien visible dans l'été 1970 : après l'arrestation de Geismar, la campagne dite « de l'été chaud » est entièrement tournée vers des actes symboliques. Puisque les Français étaient en vacances et qu'il fallait montrer que le mouvement existait encore, toute une série d'actions violentes a été organisée contre des cibles symboliques situées près des lieux de vacances. Saboter un yacht dans un port huppé de la Côte d'Azur, ou déclencher une manifestation surprise sur une plage populaire qui se terminait la plupart du temps par un affrontement avec la police : cela allait de l'infiniment petit au moyennement grand. L'objectif était de faire parler de soi. Le but était que les gens se disent « les maoïstes ne sont peut-être pas nombreux, mais ils sont partout et peuvent agir dans n'importe quel endroit ». En fait, personne n'était dupe. La plupart des militants savaient qu'après quatre ou cinq ans d'agitation violente, les résultats de cette *agit prop* n'avaient guère touché que des cercles restreints. Ce n'est pas parce que le mouvement des travailleurs arabes avait réussi à mobiliser quelques centaines d'ouvriers chez Renault qu'il avait réussi à mettre fin à l'influence de la CGT.

Il y avait des limites à ces actions. Par exemple, « on ne tue pas »...

Après Septembre noir et après la prise d'otages de Munich, la direction de la Gauche Prolétarienne et son appareil militaire ont reculé devant l'engrenage terroriste. En fait, le destin a joué. Il s'est trouvé que les actions qui auraient pu amener à des assassinats ont échoué. Si la Gauche Prolétarienne avait trouvé Paul Touvier, elle l'aurait sans doute assassiné. Certains anciens de la NRP (appareil clandestin de l'ex GP) m'ont confié plus tard que c'était une opération « revendicable ». Mais ils ne l'ont pas trouvée. Un enlèvement préparé contre un membre de la famille de Wendela a été empêché d'extrême justesse suite à l'intervention des forces de police. C'était un enlèvement « à froid ». Dans ces deux cas, on n'était plus dans l'*agit prop* : c'était déjà du terrorisme. Et qu'on ne me dise pas que les militants avaient des armes, mais pas de munitions... Si ce type d'engrenage n'avait pas été interrompu brutalement par la mort de Pierre Overney et ses conséquences sur l'orientation du mouvement, on ne sait pas comment il aurait fini. A ce moment-là, j'avais 20 ans. J'étais à Nancy. Je découvrais le maoïsme par le petit bout de la lorgnette et mes aînés cultivaient le mystère.

Revendiquer une action violente, est-ce facile ?

Après la dissolution de la GP, les derniers îlots de militants maos se sont séparés en deux ensembles bien distincts. Celui qui défraya le plus la chronique, les Brigades Internationales, avait décidé de poursuivre des actions « militaires ». C'est ainsi qu'ils abattirent à Paris l'ambassadeur de Bolivie, considéré comme un des responsables directs de l'élimination de Che Guevara. Mais leur communication était ambiguë. Ils ne revendiquaient pas explicitement les actions violentes dont la signification demeurait, pour cette raison, un peu floue. *Le Nouvel Observateur*, par exemple, a publié un article expliquant qu'il s'agissait de révolutionnaires latino-américains ne pénétrant en France que le temps de commettre une action pour venger leurs morts et dénoncer les dictatures sud-américaines. Les Brigades Internationales ont donné une interview à *Libération* pour s'expliquer, en cherchant à cette occasion à affirmer une légitimité politique comme les Brigades Rouges en Italie. Mais cet interview donnait l'impression que ce groupe se concentrait sur l'aspect militaire des opérations, sans accorder une réelle importance à la communication. Leur leader s'étant donné la mort en 1976, on n'a jamais su la raison exacte de ce choix d'une communication aussi distanciée.

L'autre mouvance avait une démarche orientée vers une *agit prop* plus classique, héritière du mouvement mao. Elle s'exprima sporadiquement par le biais d'un collectif parisien d'agitation qui voulait renouer avec le cycle coup spectaculaire-résonance médiatique. C'est comme cela qu'ils organisèrent un soir l'incendie de plusieurs dizaines de panneaux Decaux ou qu'ils stoppèrent la projection du film *Raid sur Entebbé* simultanément dans quatre grandes salles de cinémas en découpant l'écran au cutter. Mais la presse ne relayait guère les actions de ce collectif informel car ils n'avaient pas d'image particulière. Le fil était coupé avec l'histoire des années 1960-70. Faute d'appui dans la population, le militantisme post-maoïste se transformait progressivement en acte de rebond médiatique. Ce qu'on a appelé par la suite « le mouvement autonome » illustre bien cette mutation.

Près de 30 ans se sont écoulés depuis ces événements. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la créativité de l'activisme subversif en matière de communication ?

Sans que je ne m'en sois rendu compte sur le moment, cette relation particulière entre une logique d'affrontement et la manière de communiquer vers l'extérieur m'a permis de développer un savoir-faire adapté à cette mutation surprenante engendrée par la société de l'information. Je suis ce qu'on pourrait appeler « un patriote impliqué dans la préservation de l'intérêt collectif ». J'étudie ces phénomènes engendrés par les affrontements économiques dans le contexte de la mondialisation des échanges. La communication y joue un rôle majeur et on peut même parler de guerre de l'information à propos de certaines crises informationnelles qui impliquent des États, des entreprises et des représentants de la société civile. Sans mon passé militant fusionné avec d'autres sources de connaissance militaire et civile, je n'aurais pas pu théoriser sur la guerre cognitive¹ dans un rapport du faible au fort. Nos entreprises comme nos administrations sont souvent dans cette posture face à leurs alliés/adversaires. D'où la nécessité de penser cette nouvelle forme de créativité. Mais c'est une autre histoire...

1. *La guerre cognitive*, ouvrage collectif de l'École de guerre économique, publié aux éditions Lavauzelle, mai 2002.

Propos recueillis par Catherine BERTHO LAVENIR